Philippe Verseils : «Il faut aider nos partenaires haïtiens à survivre»

Le pasteur Philippe Verseils, qui fait partie de la commission animation théologique et spirituelle de la Mission populaire évangélique de France, après en avoir été le secrétaire général, connaît bien Haïti… et le Défap. Il a travaillé une dizaine d'années au sein du Service Protestant de mission entre les années 90 et 2000, avant d'être envoyé du Défap en Haïti deux ans à partir de 2010. Une expérience et des rencontres qui l'ont durablement marqué, et un engagement pour ce pays qui, depuis lors, ne se dément pas.



Une rue de Port-au-Prince, septembre 2015 © Défap

Quelle est votre réaction après l'annonce de la mort du président Jovenel Moïse ?

Philippe Verseils : J'y vois en premier lieu le signe de l'enlisement complet d'Haïti dans une guerre des gangs soutenue et orchestrée au plus haut niveau, dont aujourd'hui le président haïtien est victime, mais dont auparavant il a été acteur. Il avait plus ou moins dit la semaine dernière qu'il ne laisserait pas les gangs prendre le dessus : sa mort me semble le signe que justement, les gangs disposent aujourd'hui du pouvoir effectif. Ils n'hésitent pas à attaquer des commissariats, le Parlement a été empêché de se réunir dans ses propres locaux… Et c'est dans la police, dans l'armée, dans la classe politique qu'ils ont leurs appuis. On assiste à mon sens à la mise en place d'une véritable guerre civile.

Mais il y a une deuxième chose que je voudrais dire : la France n'a pas assez réagi. On peut toujours déplorer officiellement la mort d'un président ; mais il y a bien longtemps que les autorités françaises auraient dû avoir des prises de parole et des prises de position beaucoup plus claires vis-à-vis de la dégradation de la situation politique en Haïti. Bien sûr, avec l'état de siège, il est très difficile de savoir ce qui va se mettre en place ; mais cela faisait déjà plus d'une année que les institutions politiques ne fonctionnaient plus.

Quelles réactions peut-on attendre en Haïti même pour sortir de cette crise ?

Philippe Verseils : Il faudrait que les chrétiens [*qui sont largement majoritaires en Haïti, protestants et catholiques confondus*] réussissent à trouver un consensus, en l'absence de toute perspective d'un consensus politique. C'est ce qui avait été tenté en avril dernier, lorsqu'un groupe de religieux, dont des Français, avaient été enlevés. Il faudrait que toutes les Églises, côté protestant et côté catholique, parviennent à

parler d’une seule voix. Et côté français, il faut continuer à faire vivre les liens et manifester notre solidarité vis-à-vis d’Haïti.

Que faire, concrètement ?

Philippe Verseils : Les partenaires haïtiens du protestantisme français ont besoin d’un soutien financier sortant du cadre trop strict des dispositifs d’aide habituels, qui impliquent la fixation d’objectifs, des règles précises de contrôle… Il faut les aider à survivre. Il y a besoin d’argent rapidement pour faire vivre des institutions comme la FPH (la Fédération Protestante d’Haïti), la FEPH (la Fédération des Écoles Protestantes d’Haïti), les orphelinats qui sont soutenus par La Cause… Les enfants de ces orphelinats, par exemple, sont dans des situations terribles. On ne peut pas parler d’objectifs et de budget quand se pose la question de la survie immédiate.

Je me souviens qu’en septembre-octobre 2010, quand j’étais arrivé en Haïti, c’est justement la question qui avait été posée par un journaliste au directeur d’un orphelinat avec lequel un partenariat débutait – cette question du budget… Le directeur avait très finement répondu : je ne comprends pas cette question. Et il avait aussitôt détaillé : si vous me demandez de quoi j’ai besoin demain pour faire vivre les 45 enfants qui sont sous ce toit, il me faut 600 dollars. Aujourd’hui, j’ai sur mon compte 350 dollars ; et je viens de donner 120 dollars à l’un des jeunes pour qu’il puisse s’inscrire au collège. J’espère que demain, j’arriverai à réunir les dollars manquants pour nourrir ces enfants.

Dans les situations d’ultra-précarité, comme c’était le cas en 2010, et comme ça l’est de nouveau aujourd’hui, on ne peut pas établir un budget, on peut pas monter un projet : il faut vivre au jour le jour. Tout peut changer d’un jour sur l’autre parce qu’un enfant est malade, parce qu’il faut acheter plus de riz : tout est imprévisible. Il faut mettre en place des

formes d’aide qui en tiennent compte.

Rodrigue Valentin : «Les efforts pour Haïti ne sont pas vains»

Le nouveau coup qui frappe Haïti ne risque-t-il pas de décourager ceux qui soutiennent ce pays ? Pour le pasteur Rodrigue Valentin, de l’Église du Nazaréen, les efforts sur le long terme sont utiles et ne doivent pas être abandonnés. Le pasteur Valentin préside la Plateforme Haïti, mise en place par la Fédération Protestante de France et dont la coordination administrative est assurée par le Défap, qui rassemble divers acteurs du monde protestant engagés en faveur d’Haïti.



Quelle est votre réaction après l'annonce de la mort du président Jovenel Moïse ?

Rodrigue Valentin : Nous sommes tous choqués. On parle là de l'assassinat d'un président. Et qu'on soit ou non d'accord avec lui, la mort d'un homme, c'est toujours la mort d'un homme. En tant que chrétien, et en tant que pasteur, j'ai toujours considéré que j'avais pour mission de prier pour mon pays, de même que pour le reste du monde ; et c'est en tant que chrétien et pasteur que j'appelle aujourd'hui à prier pour ce pays qui s'enfonce toujours plus dans une situation des plus difficiles.

Car cette mort survient dans un contexte précis : un président qui était accusé par l'opposition politique de continuer à diriger le pays alors même que son mandat aurait dû s'achever le 7 février dernier ; une société haïtienne divisée, de même que l'opposition… Des kidnappings, des gangs faisant la loi,

des quartiers entiers rendus inaccessibles, des gens déplacés obligés de vivre à ciel ouvert… Personne ne pouvait se prétendre à l'abri. Pas même le président.

Que peut-on faire pour soutenir les protestants d'Haïti ? Face à une situation aussi incertaine, le risque n'est-il pas de se décourager et de baisser les bras ?

Rodrigue Valentin : On peut toujours faire quelque chose. Ce que les protestants de France ont fait au fil des années, et continuent à faire à travers la Plateforme Haïti, à travers les actions de la Fédération Protestante de France, du Défap, ce n'est pas un coup d'épée dans l'eau. Je préside cette Plateforme depuis 2008 ; mais bien avant cela, j'avais déjà appris à travailler pour trouver des solutions afin d'aider mon pays natal. Comme je suis également coordinateur international de la FPH (la Fédération Protestante d'Haïti), je suis en contact permanent à la fois avec le protestantisme français et avec les instances représentatives du protestantisme haïtien ; et je peux voir toutes les actions qui sont lancées ces jours-ci par la Plateforme et par ses membres. Nous avons eu il y a peu plusieurs rencontres en distanciel, parfois présidées par le pasteur François Clavairoly, président de la Fédération Protestante de France.

Quelles sont les pistes pour aider ?

Rodrigue Valentin : Pour être à la fois témoin de ce que vit Haïti, et acteur aux côtés de la FPF et de la FPH, je dirais : Haïti a d'abord besoin d'un accompagnement spirituel. Ensuite, au-delà du spirituel, il y a des besoins profonds auxquels il faut pourvoir : l'homme ne vivra pas de pain seulement… mais du pain, il en faut aussi. Récemment, nous étions justement en train de voir avec le pasteur Clavairoly comment accompagner Haïti dans sa traversée du désert. Des pistes sont déjà sur la table ; une demande a été faite officiellement par la FPH, et une assistance financière vient juste d'être débloquée. Il ne s'agit pas seulement d'une assistance ponctuelle ; c'est un

soutien qui tient compte des besoins et de la conjoncture que connaît actuellement le pays. Tout cela, ce sont des efforts qui ne sont pas vains.

La mort de Jovenel Moïse, saut dans l’inconnu pour Haïti

Le pays est en état de siège depuis l’assassinat du président Jovenel Moïse, attaqué par un commando dans sa résidence de Pétionville. Le Premier ministre démissionnaire est toujours à la tête du gouvernement et son successeur nommé l’appelle au dialogue. Les institutions politiques sont bloquées et la société haïtienne fonctionne au ralenti, dans un contexte d’insécurité accrue. Une période incertaine aussi pour les partenaires haïtiens du protestantisme français, qui ont plus que jamais besoin de soutien…



Policiers déployés à Port-au-Prince après l'assassinat de Jovenel Moïse – DR

Des rues désertées, des habitants qui redoutent de sortir de chez eux pour aller au marché, une présence policière renforcée dans la ville : au lendemain de l'assassinat du président haïtien Jovenel Moïse, la capitale Port-au-Prince a des aspects de ville morte. L'état de siège a été déclaré par Claude Joseph, Premier ministre intérimaire ; et pendant que les réactions internationales se multiplient, condamnant l'assassinat, le futur de tout le pays – un pays aux rouages bloqués, livré à une meurtrière guerre des gangs – apparaît toujours plus incertain.

La mort du chef de l'État haïtien a été annoncée par Claude Joseph dans un communiqué au matin du mercredi 7 juillet : «Le président a été assassiné chez lui par des étrangers qui parlaient l'anglais et l'espagnol. Ils ont attaqué la résidence du président de la République», a-t-il affirmé. Le commando qui a pris d'assaut, dans la nuit de mardi à mercredi vers les 1 heure du matin, la résidence privée de Jovenel Moïse dans le quartier Pèlerin 5 à Pétionville, disposait d'armes de guerre et a échangé des tirs avec les forces

spéciales de police chargées d'assurer la sécurité du président. Divers témoignages d'habitants du quartier ont évoqué une très longue fusillade, jusqu'à deux heures de coups de feu, ajoutant qu'un des membres du commando aurait pris un mégaphone pour crier à «tout le monde de rester à couvert» et pour affirmer, en anglais et en espagnol, qu'une «opération de la DEA» était en cours, faisant référence à l'agence fédérale américaine chargée de la lutte contre les trafics de drogue. Après les combats, le président a été retrouvé le corps criblé d'une douzaine d'impacts de balles ; son épouse, blessée, a été évacuée vers un hôpital de Floride. Des combats sporadiques se sont poursuivis dans le quartier entre les membres du commando et la police. Peu après l'annonce de la mort de Jovenel Moïse, le directeur général de la police nationale d'Haïti, Léon Charles, a fait état de la mort de quatre des assaillants, identifiés comme des «mercenaires», et de l'arrestation de deux autres. Le ministre de la Culture et de la Communication, Pradel Henriquez, a évoqué la présence d'Haïtiens au sein du commando.

Les incertitudes de l'après-Jovenel Moïse

Si Jovenel Moïse était de plus en plus contesté, accusé de dérives dictatoriales et d'encourager le chaos, sa mort n'en représente pas moins pour tout le pays un saut dans l'inconnu.

Inconnu sur le plan politique : les institutions sont bloquées, muselées, et le chef de l'État, dont le mandat aurait dû s'achever le 7 février dernier selon l'opposition politique, gouvernait par décrets sans passer par le Parlement, après avoir laissé passer la date du scrutin censé permettre le renouvellement de la Chambre des députés et de deux tiers des sénateurs. Un référendum constitutionnel annoncé pour le 26 septembre prochain, en même temps que le premier tour de l'élection présidentielle, et déjà reporté à deux reprises pour cause de crise politique, devait renforcer encore les prérogatives de l'exécutif. Accusé, au mieux, de

passivité face au pouvoir croissant des gangs contrôlant des quartiers entiers de Port-au-Prince, Jovenel Moïse avait changé trois fois de Premier ministre au cours des quatre dernières années. À l'avant-veille de son assassinat, il avait d'ailleurs choisi un nouveau chef du gouvernement, un médecin neurologue, le Dr Ariel Henry, nommé le lundi 5 juillet. Un Premier ministre nommé mais qui n'avait pas encore eu le temps de former son gouvernement ; or avec la mort du chef de l'État, c'est son prédécesseur assurant l'intérim, Claude Joseph, qui a pris les rênes du gouvernement et décrété l'état de siège. Une mesure contestée par le Premier ministre nommé, Ariel Henry, lequel a appelé son prédécesseur au dialogue «pour arriver à un accord qui nous permettra d'aller dans un meilleur climat aux élections».

Inconnu pour la société haïtienne : depuis l'annonce de la mort du chef de l'État, tout fonctionne au ralenti. Le simple fin de sortir dans la rue apparaît comme dangereux. Que peut-il arriver pendant cette période de l'état de siège, alors que l'insécurité n'a fait que croître tout au long de l'année écoulée, avec une emprise croissante des gangs, une multiplication des kidnappings et rackets, une corruption galopante dans tous les secteurs ? Alors même que le quotidien est fait de pénuries, que les coupures d'eau, d'électricité se multiplient, que les denrées de base ont vu leur prix s'envoler avec l'inflation ? Alors que la société haïtienne est toujours plus inégalitaire et que les lacunes en matière d'éducation condamnent 4 Haïtiens sur 10 à ne pas savoir lire ? Avec un produit intérieur brut par habitant de 1149,50 dollars et un indice de développement humain de 170 sur une liste de 189 pays, Haïti reste le pays le plus pauvre de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et parmi les pays les plus pauvres du monde… Et la pandémie de Covid-19, face à laquelle les autorités sanitaires semblent démunies (le pays n'a toujours pas commencé de campagne de vaccination) n'a fait qu'aggraver les inégalités et la pauvreté.

Inconnu, enfin, pour les partenaires du Défap et du protestantisme français : si Haïti est considérée depuis longtemps comme «zone rouge» par le ministère français des Affaires étrangères, ce qui y limite les voyages aux seuls cas de nécessité absolue, les Églises tentent sur place de pallier les carences de l'État en matière d'action sociale, d'éducation, de protection de l'environnement : autant d'actions cruciales pour le pays. À travers la Plateforme Haïti, mise en place par la Fédération protestante de France en lien avec celle d'Haïti, et coordonnée par le Défap, les protestants de France peuvent les soutenir : c'est ainsi que la Mission Biblique développe sur place des projets sociaux, d'enseignement et de santé en partenariat avec l'UEBH (l'Union Évangélique Baptiste d'Haïti). De même, avec le soutien du Défap, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH), à travers son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation de 300.000 enfants. La Fondation La Cause soutient des orphelinats… Pour toutes ces actions en Haïti, le soutien des partenaires étrangers demeure crucial en dépit des circonstances – et il l'est d'autant plus en cette période d'incertitude.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

• la **Mission Biblique**
• le **Service protestant de mission – Défap**
• la **fondation La Cause**
• le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**
• **ADRA-France**
• l'**Église du Nazaréen**
• **Réforme**

Le Défap et l’Église du Christ au Congo à l’aide des déplacés du volcan Nyiragongo

Ils sont environ 20.000 à avoir fui l’éruption du Nyiragongo, en RDC près de la frontière rwandaise, et à vivre depuis lors sous la menace d’un réveil du volcan. Habitants de la banlieue de Goma, mais aussi des villages avoisinants, ils survivent dans les conditions les plus précaires sans pouvoir rentrer chez eux. La branche locale de l’Église du Christ au Congo a mis en place l’accueil de ces déplacés, et le Défap va lui apporter son soutien, avec l’aide de la plateforme Solidarité Protestante.



Vue aérienne du Nyiragongo © MONUSCO / Neil Wetmore

Un mois et une semaine après l'éruption du Nyiragongo, la catastrophe menace de suivre le chemin de toutes celles qui frappent depuis des années la République Démocratique du Congo : l'attention internationale, un temps réveillée par les images spectaculaires de coulées de lave, s'est une nouvelle fois détournée de la région du lac Kivu et de Goma. Le volcan semble s'être calmé. Semble seulement : car une nouvelle éruption reste toujours possible. Des poches de magma ont été détectée non loin de la surface du sol, à la fois sous la ville elle-même, et sous le lac Kivu. Avec la possibilité de reprises potentiellement meurtrières : si la dernière coulée de lave, survenue à la suite de l'éruption du 22 mai, a parcouru 7 km avant de s'arrêter dans les faubourgs de la ville, épargnant de peu l'aéroport international, l'ensemble de la ville reste aujourd'hui menacé. Quant à ce qui se passe sous les profondeurs du lac Kivu, le danger est encore plus grand : ce lac contenant de grandes quantités de gaz piégé dans ses profondeurs, notamment de dioxyde de carbone, une éruption sous le Kivu pourrait se traduire par le dégagement de grandes quantités de gaz, susceptibles d'asphyxier toute vie au voisinage.

Conséquence : sur les milliers d'habitants de Goma et de sa région qui ont fui après l'éruption, peu sont revenus. On estime à environ 20.000 le nombre des déplacés qui survivent dans les conditions les plus précaires, sans toit, sans approvisionnement et sans accès à l'eau potable. À ceux qui ont fui Goma, il faut en effet ajouter tous les habitants de 17 localités avoisinantes qui ne peuvent regagner leurs habitations. Tous ces sans-abri viennent désormais s'ajouter aux déplacés victimes des nombreux conflits qui minent toute cette région de la RDC, aux alentours du Kivu et de la frontière rwandaise : les déplacés des guerres des Hauts-plateaux (Minembwe et ses environs) et de Kalehe, qui se retrouvent aux alentours de la ville de Bukavu. Car au-delà des images de colonnes de réfugiés fuyant Goma, ce sont chaque jour plus de 6000 personnes qui sont obligées d'abandonner leurs foyers, victimes des exactions des multiples groupes armés qui contrôlent de fait tout l'Est de la RDC. Actuellement, selon les estimations du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), ce sont près de 20 millions de Congolais qui ont besoin d'aide et de protection. «Des millions de familles au bord de l'abîme semblent être oubliées par le monde extérieur et sont laissées à l'écart de toute bouée de sauvetage», a récemment déploré Jan Egeland, secrétaire général de cette ONG.

Aider au mieux en s'appuyant sur les structures des Églises

Que faire pour aider ces déplacés ? Dans la région de Bukavu, la branche locale de l'ECC, l'Église du Christ au Congo, a mis en place, avec les moyens du bord, l'accueil des plus fragiles. Elle avait déjà lancé des collectes de vivres et de matériel pour venir en aide aux déplacés fuyant les exactions des groupes armés. L'ECC est la principale Église protestante du pays : cumulant les caractéristiques d'une Église et d'une fédération, elle rassemble 95 communautés ecclésiales différentes (on préférera parler de «communautés» plutôt que

«d'Églises» au sein de l'ECC), et toutes les dénominations qui la composent se retrouvent lors d'un même synode. Elle a ses écoles, ses universités, s'occupe d'action sociale… et elle est en lien direct avec le Défap. Son dirigeant local pour le Sud-Kivu est d'ailleurs un ancien boursier du Défap, Lévi Ngangura Manyanya.

Voilà pourquoi le Défap a décidé de soutenir la branche locale de l'ECC pour venir en aide aux 20.000 déplacés du Nyiragongo. L'Église du Christ au Congo a déjà ses propres structures, ses propres moyens d'acheminer et de distribuer l'aide ; mais elle-même a besoin de soutien. Ce projet d'assistance aux déplacés a ainsi été mis en place selon la même logique que celle qui prévaut lors de la définition de tous les projets du Défap : ils sont élaborés à la demande des partenaires du Défap et en concertation avec eux, de manière à répondre au mieux aux besoins sur place, et en utilisant les structures déjà en place pour éviter tous les surcoûts liés à la mise sur pied d'une opération humanitaire telle qu'elle pourrait être définie et gérée depuis la France. Pour ce projet, le Défap a également obtenu le soutien financier de la plateforme Solidarité Protestante.

Le Défap en République Démocratique du Congo :
Le Défap travaille en lien avec les universités protestantes suivantes:
*– **L'Université Protestante au Congo – UPC** (à Kinshasa);*
*– **L'Université Libre des Pays des Grands Lacs – ULPGL** (à Goma et à Bukavu);*
*– **L'Université Évangélique en Afrique – UEA** (à Bukavu);*
*– **L'Université Presbytérienne du Congo – UPRECO** (à Kananga).*
Toutes ces universités comportent une faculté de théologie.
*Le Défap échange avec les facultés de théologie partenaires en RDC notamment par **l'envoi de professeurs** et **l'accueil de boursiers**.*

Hope 360 : et vous, comment soutiendrez-vous le projet du Défap ?

Que vous soyez à pied, à vélo ou à trottinette, seul ou en équipe, vous pouvez dès à présent vous engager en faveur du projet soutenu par le Défap pour la deuxième édition de Hope 360. Cette course solidaire et connectée mise en place par Asah, le collectif des acteurs chrétiens de la solidarité internationale, rassemble une douzaine d'associations et autant de projets à promouvoir… Le Défap a déjà lancé son propre défi connecté, en équipe à travers Paris, et les soutiens arrivent… Relevez le défi avec nous !



À gauche, l'équipe du Défap dans les rues de Paris ; à droite, Christophe arrivant à la réunion d'information d'Asah à vélo ©

Défap

Pas besoin d’être un grand sportif, un amateur de records, pour participer à Hope 360 : de la bonne volonté, de la bonne humeur, de l’imagination et l’envie d’aider, voilà les seuls ingrédients indispensables. Hope 360, c’est un rendez-vous à la fois sportif, ludique et solidaire. Le concept est simple : il s’agit de courir afin de récolter des fonds pour soutenir un projet. Ce rendez-vous est organisé par Asah, collectif des acteurs chrétiens de la solidarité internationale. Parmi les membres de cette plateforme, on trouve des organismes comme Adra, Medair, A Rocha, Portes Ouvertes ou le Défap : des représentants de toutes les facettes de l’engagement humanitaire chrétien.

Asah avait déjà mis en place un premier rendez-vous «Hope 360» en 2019 à Valence, au cours duquel les membres du collectif avaient eu l’occasion de promouvoir chacun un projet à l’occasion d’une course solidaire ; pour cette édition 2021, contexte sanitaire oblige, les organisateurs ont imaginé des manières virtuelles de créer du lien entre les participants, les «hopeurs», avant le rendez-vous en «présentiel» d’octobre à Valence. Ainsi, la course prévue le 9 octobre au Parc de l’Épervière est précédée d’une période de «défis connectés» pendant laquelle vous pouvez, à distance, seul ou en équipe, commencer déjà à soutenir le projet de votre choix. Avec un double objectif : accumuler le maximum de kilomètres pour le projet que vous aurez choisi ; et parvenir, tous défis confondus, à un total de 40.000 km – soit le tour de la Terre !

On peut participer de partout

Pour le Défap, le coup d’envoi a été donné le samedi 12 juin, avec un parcours de 8 km à travers la capitale, à la découverte du «Paris protestant», qui a réuni une douzaine de membres, à pied, à vélo et même… en poussette. Nom de code de cette première équipe de «hopeurs» : Défapieds ! Les soutiens

à distance commencent à se manifester : jeudi 17 juin, du côté cette fois de Valence, Christophe (à droite sur la photo d'ouverture) a commencé à accumuler les kilomètres pour le projet du Défap en venant à vélo à la réunion d'information d'Asah… Fabrice s'est pour sa part inscrit pour un défi individuel de 50 km…

D'une situation complexe est ainsi née une solution qui se veut pérenne dans les années à venir. Grâce à ce concept de course connectée, il est même possible de mobiliser les bonnes volontés hors de France, où les volontaires engagés sur des projets ou des partenaires peuvent manifester leur solidarité en courant. Le défi est de taille : entre le 3 juin, date de lancement officielle des inscriptions, et le 9 octobre, les «hopeurs» inscrits visent à atteindre les 40.000 km parcourus, tous défis et tous moyens de transport non motorisés confondus – soit le tour de la terre !



L'équipe du Défap dans les rues de Paris, lors de son parcours connecté du 12 juin © Défap

Pour cela, il faut théoriquement une appli de sport pour enregistrer les performances réalisées et les transmettre à l'équipe de Hope 360. Si vous ne disposez pas d'une telle appli, le site de Hope 360 (https://hope360.events/) permettra

prochainement d’en télécharger une. Et si vous ne voulez ou pouvez pas procéder à ce téléchargement, une procédure alternative sera prochainement mise en place pour permettre malgré tout de comptabiliser les kilomètres réalisés en courant, en marchant ou en roulant pour porter tel ou tel projet.

Toutes les explications se trouvent ici :

Alors, venez participer avec nous ! Inscrivez-vous pour la deuxième édition de **Hope 360** ; et vous pouvez aussi **donner directement** pour soutenir le projet du Défap : des micro-crédits à Bukavu, en République Démocratique du Congo, destinés à des femmes qui, par de petites activités commerciales, s’efforcent de faire vivre leur famille au quotidien.

Hope 360 : le Défap lance son défi connecté

Dans le cadre de la deuxième édition de Hope 360, course solidaire et connectée mise sur pied par Asah, le collectif des acteurs chrétiens de la solidarité internationale, le Défap se lance ce week-end un premier défi en équipe. L’objectif d’ici octobre est de comptabiliser… 40.000 km parcourus, tous défis confondus, soit le tour de la terre ! Relevez le défi avec nous !



L'équipe du Défap lors de l'édition 2019 de Hope 360 à Valence
© Défap

Le Défap se mobilise dès ce week-end pour la première étape de l'édition 2021 de Hope 360. Le rendez-vous principal est prévu le 9 octobre à Valence, au parc de l'Épervière – jour durant lequel tous les coureurs inscrits, en individuel ou en équipe, pourront participer ensemble, à pied, à vélo ou dans tout autre véhicule non motorisé de leur choix, aux diverses courses proposées ; mais d'ici là, il est déjà possible de se lancer des défis à l'occasion de la course connectée.

Course connectée : kézako ? C'est tout simplement un concept né des contraintes sanitaires ; et de la créativité nécessaire pour surmonter ces contraintes est née l'idée de permettre à chacun de courir dans le lieu de son choix, et d'accumuler des kilomètres pour le projet qu'il veut soutenir, avant même le rendez-vous du 9 octobre. Du coup, c'est un tout nouveau concept qui est né : non seulement les «hopeurs» pourront participer à une course en commun à Valence, mais il sera aussi possible de mobiliser les bonnes volontés à distance – y compris hors de France, où même les volontaires engagés sur des projets ou des partenaires pourront manifester leur solidarité en courant. Le défi est de taille : entre le 3 juin, date de lancement officielle des inscriptions, et le 9

octobre, les «hopeurs» inscrits visent à atteindre les 40.000 km parcourus, tous défis et tous moyens de transport non motorisés confondus – soit le tour de la terre !

Voir en plein écran

Pour cela, il faudra théoriquement une appli de sport pour enregistrer les performances réalisées et les transmettre à l'équipe de Hope 360. Si vous ne disposez pas d'une telle appli, le site de Hope 360 (https://hope360.events/) permettra prochainement d'en télécharger une. Et si vous ne voulez ou pouvez pas procéder à ce téléchargement, une procédure alternative sera prochainement mise en place pour permettre malgré tout de comptabiliser les kilomètres réalisés en courant, en marchant ou en roulant pour porter tel ou tel projet.

Toutes les explications se trouvent ici :

En attendant que l'infrastructure soit pleinement opérationnelle, le Défap a décidé de se lancer en avant-première un premier défi : ce samedi 12 juin, à partir de 17h30, une équipe d'une dizaine de membres va effectuer un

parcours d'un peu plus de 8 km à travers Paris. Il reprendra en bonne partie les étapes du «Paris protestant» (**voir la carte de ce parcours** sur le site du Musée du protestantisme), adapté pour l'occasion, avec les étapes suivantes :

- départ du siège du Défap, au 102 boulevard Arago, dans le XIVème arrondissement de Paris, samedi à 17h30 ;
- rue Saint Jacques ;
- rue de Cluny ;
- boulevard Saint Germain ;
- le Pont des Arts (via rue de l'Abbaye, rue Jacob, rue Visconti) ;
- le Louvre ;
- rue de l'Amiral de Coligny ;
- rue de Rivoli ;
- retour par le Pont Neuf ;
- rue Dauphine ;
- jardin du Luxembourg ;
- et arrivée au 102 boulevard Arago.

Tout au long de l'été, il sera ainsi possible de vous inscrire, où que vous soyez, individuellement ou en équipe, pour soutenir le projet de votre choix. Et d'accumuler les kilomètres avant le rendez-vous d'octobre… Alors, venez participer avec nous ! Inscrivez-vous pour la deuxième édition de **Hope 360** ; et vous pouvez aussi **donner directement** pour soutenir le projet du Défap.

Goma : les réfugiés reviennent, les menaces demeurent

Alors que les risques d’une nouvelle éruption du volcan Nyiragongo ne sont pas écartés, beaucoup des 400.000 évacués de Goma commencent à revenir sur place : dispersés dans les localités avoisinantes à la suite de l’ordre d’évacuation du 26 mai, ils se sont retrouvés sans la moindre aide et sans nourriture.



Vue de la coulée de lave du Nyiragongo © Robert Bahizire Byamungu pour Défap

Deux semaines après l'éruption du volcan Nyiragongo, survenue le 22 mai dernier, l'aéroport international de Goma a rouvert pour accueillir le Premier ministre Jean-Michel Sama, venu «apporter un message de soutien». Environ 400.000 habitants, sur les 600.000 que compte la capitale provinciale du Nord-Kivu, avaient dû quitter les lieux en urgence ; un ordre d'évacuation avait été donné par les autorités locales, alors que l'éruption, survenue sans signe avant-coureur, avait provoqué la mort de trente-deux personnes, soit calcinées par la lave, soit asphyxiées, et laissait craindre des suites plus meurtrières encore. Des failles repérées après l'éruption avaient laissé supposer la présence d'une poche de magma sous la ville même, ainsi que sous le lac Kivu voisin ; or ce lac contenant de grandes quantités de gaz piégé dans ses profondeurs, notamment de dioxyde de carbone, une éruption sous le Kivu aurait pu se traduire par le dégagement de grandes quantités de gaz, susceptibles d'asphyxier toute vie au voisinage du lac.

Voir en plein écran

Depuis lors, des centaines de milliers de personnes évacuées restent dispersées dans les localités avoisinantes et des familles sont toujours séparées dans toute la région. Mais les conditions de vie de ces déplacés, qui ne disposent d'aucune aide, ni sur le plan alimentaire, ni sur le plan sanitaire, et pas davantage du moindre logement, sont si difficiles que beaucoup commencent à revenir à Goma, alors même que la menace n'est pas écartée. Si les secousses sismiques qui ont suivi l'éruption se sont peu à peu calmées, les fissures qui pourraient permettre à la lave de remonter jusqu'au sol en cas de nouvelle éruption sont toujours là. Les autorités congolaises, quant à elles, ont rouvert la route principale qui a été coupée en deux par la lave, a annoncé le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

«Personne n'aurait pu détecter cette éruption»

Situé sur une faille tectonique connue sous le nom de Rift est-africain, le mont Nyiragongo est considéré comme l'un des volcans les plus dangereux au monde en raison de sa proximité avec Goma et de ses rapides épanchements de lave. Une éruption précédente survenue en 2002 avait recouvert un cinquième de Goma de lave ; elle avait fait 250 morts et 120.000 sans-abri.

Un observatoire vulcanologique local a été mis en place en 1986 pour surveiller l'activité et prévoir les futures éruptions. Mais le financement de la Banque mondiale pour l'institut a été coupé l'année dernière en raison d'allégations de détournement de fonds. Les chercheurs n'ont pas été en mesure d'effectuer une surveillance régulière avant la récente éruption et n'ont pas eu les fonds nécessaires pour se rendre au volcan malgré les signes d'une activité accrue. Mais même dans ces conditions, les volcanologues affirment qu'il n'y a eu aucun événement «précurseur» qui aurait indiqué que le mont Nyiragongo était sur le point d'entrer en

éruption. «Personne n'aurait pu détecter cette éruption», estime encore aujourd'hui un expert surveillant la situation.

Goma est une plaque tournante humanitaire majeure fournissant de l'aide à une région touchée par des décennies de troubles. C'est aussi à Goma que se trouve l'ULPGL, l'Université Libre des Pays des Grands Lacs – l'une des cinq universités protestantes en RDC avec lesquelles le Défap est en lien, et qui compte près de 400 étudiants en théologie.

Le Défap en République Démocratique du Congo :
Le Défap travaille en lien avec les universités protestantes suivantes:
*– **L'Université Protestante au Congo – UPC** (à Kinshasa);*
*– **L'Université Libre des Pays des Grands Lacs – ULPGL** (à Goma et à Bukavu);*
*– **L'Université Évangélique en Afrique – UEA** (à Bukavu);*
*– **L'Université Presbytérienne du Congo – UPRECO** (à Kananga).*
Toutes ces universités comportent une faculté de théologie.
*Le Défap échange avec les facultés de théologie partenaires en RDC notamment par **l'envoi de professeurs** et **l'accueil de boursiers**.*

Le 9 octobre, courez pour le Défap !

Le Défap sera présent lors de la deuxième édition de Hope 360 avec un projet de microcrédits destiné à soutenir des familles fragilisées par la crise sanitaire à Bukavu. Avec quelques dizaines d'euros, vous pouvez, vous aussi, les aider à sortir de la

précarité.



Bénéficiaires du projet de micro-crédits à Bukavu © Défap

Ce sont de petites sommes, mais qui peuvent changer la vie des bénéficiaires. Avec 60 euros, vous pouvez financer un micro-crédit pour aider une femme de Bukavu à relancer une petite activité commerciale stoppée par les restrictions liées à la pandémie de Covid-19, et pourtant cruciale pour la survie de sa famille. Avec 100 euros, vous financez la formation en gestion de 25 bénéficiaires pour les aider à pérenniser leur activité génératrice de revenus. Avec 300 euros, vous pouvez soutenir le suivi de toutes ces femmes en situation de fragilité tout au long de l'opération…

Ce projet, c'est celui que le Défap soutient à l'occasion de la deuxième édition de Hope 360, course solidaire et connectée organisée par Asah, et qui aura lieu le 9 octobre à la fois à Valence et en distanciel. Les bénéficiaires sont, pour la phase de lancement, 25 femmes de la ville de Bukavu, en République Démocratique du Congo. Un nombre qui pourra croître au fil de l'opération : toutes les participantes doivent s'engager à rembourser chaque mois 1% du crédit qui leur aura été accordé – les sommes ainsi réunies servant à financer de

nouvelles bénéficiaires. Cette démarche est significative de la volonté d'autonomiser toutes les femmes qui participeront au projet : ainsi, elles pourront, en concertation, choisir de nouvelles activités à soutenir ; et elles bénéficieront, parallèlement, d'une formation à la gestion dispensée par un membre d'une ONG spécialisée, et d'un suivi quotidien.

Comment vous impliquer ?

Pourquoi des femmes ? Tout simplement parce que les petits commerces dont dépend la vie de nombreuses familles congolaises modestes sont le plus souvent tenus par des femmes. Mais la pandémie de Covid-19 s'est traduite par une explosion de la pauvreté… et les mesures de restriction prises par les autorités pour lutter contre la crise sanitaire n'ont fait qu'aggraver le phénomène : décidées sans contrepartie sociale, sans accompagnement, elles ont purement et simplement bloqué ces petits commerces, condamnant les familles qui en vivaient à la plus grande précarité.

C'est une Église locale, la 5ème CELPA UZIMA, qui est à l'origine du projet de microcrédits que le Défap soutient aujourd'hui. Il s'agit de l'une des paroisses de la Communauté des Églises Libres de Pentecôte en Afrique (CELPA), membre de l'Église du Christ au Congo, première communauté protestante dans ce pays, avec laquelle le Défap est en lien. Vous aussi, vous pouvez désormais, avec le Défap, aider ces familles de Bukavu à sortir de la précarité. En vous inscrivant pour la deuxième édition de **Hope 360** et en participant, le 9 octobre, soit aux défis sportifs prévus à Valence, soit à la course connectée ; mais aussi **en donnant directement** pour soutenir le projet du Défap.

RDC : des microcrédits pour sortir de la pauvreté

Dans le cadre de la deuxième édition de Hope 360, rendez-vous sportif et solidaire organisé par Asah, collectif des acteurs chrétiens de la solidarité internationale, le Défap soutient le projet de la petite Église 5ème CELPA UZIMA, qui s'efforce de venir en aide aux plus fragiles à Bukavu, en RDC. Elle a mis en place des micro-crédits à destination de femmes qui, par de petites activités commerciales, s'efforcent de faire vivre leur famille au quotidien. Des activités aujourd'hui très menacées par la pandémie de Covid-19 : les mesures de confinement sans accompagnement décrétées par les autorités risquent de les priver de tout moyen de subsistance. Ces micro-crédits visent non seulement à pérenniser leurs commerces, mais aussi à les rendre plus autonomes par le biais d'une formation.



Bénéficiaires du projet de micro-crédits à Bukavu © Défap

La République Démocratique du Congo se classe au 175ème rang sur 189 pays dans l'indice de développement humain 2020, et au troisième rang mondial pour le nombre de pauvres – une situation qui s'est encore aggravée à la suite de la pandémie de Covid-19. Selon les estimations, 73% de sa population, soit 60 millions de personnes, vivrait avec moins de 1,90 dollar par jour (niveau fixé comme seuil de pauvreté international). Ainsi, près d'une personne sur six en situation d'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne vit en RDC. Pas moins de 43% des enfants du pays souffrent de malnutrition et le taux de scolarisation est faible : en moyenne, un enfant congolais bénéficie de 9,1 années de scolarisation, ce qui correspond toutefois à seulement 4,5 années de scolarité corrigées en fonction des acquis. Conséquence : la pauvreté s'auto-entretient.



Bénéficiaires du projet de micro-crédits à Bukavu © Défap

Une grande partie des familles subsistent grâce à de petits commerces, des activités souvent gérées par les femmes. Mais la RDC n'a pas été épargnée par la pandémie de Covid-19, et les mesures prises par les autorités, si elles ont permis de limiter les conséquences sanitaires les plus dramatiques, ont

empêché toutes ces activités dont dépend la survie de nombreuses familles.

La crise sanitaire renforce la précarité

C’est le cas de la ville de Bukavu, où la petite Église 5ème CELPA UZIMA s’efforce de venir en aide aux plus fragiles. Il s’agit de l’une des paroisses de la Communauté des Églises Libres de Pentecôte en Afrique (CELPA), membre de l’Église du Christ au Congo, première communauté protestante dans ce pays, avec laquelle le Défap est en lien. Comme toutes les Églises dans de nombreux pays d’Afrique, elle assume des rôles qui, en France, reviendraient plutôt à des associations ou ONG : action sociale, développement…



Bénéficiaires du projet de micro-crédits à Bukavu © Défap

Alors que le confinement du centre-ville, décidé par les autorités sans mesures d’accompagnement de la population, renforce la précarité des plus fragiles, l’Église 5ème CELPA UZIMA a mis en place un projet de micro-crédits pour aider des femmes de Bukavu à relancer leurs petits commerces, nécessaires à la survie de leur famille. Avec 1900 euros, il

est possible de soutenir cette Église, sachant que les participantes du projet s'engagent en retour à rembourser 1% du montant reçu à la fin de chaque mois – les intérêts aidant ensuite à augmenter le nombre des bénéficiaires de cette aide.

Au-delà de l'aspect purement financier, ce projet prévoit de former les participantes à la gestion de leurs AGR (Activités Génératrices de Revenus), ainsi qu'un accompagnement au quotidien de chaque bénéficiaire. L'Église 5ème CELPA UZIMA collabore pour cela avec des ONG de formation en micro-crédits. Autre aspect de cette volonté d'accroître l'autonomie et de responsabiliser les participantes, ces dernières peuvent, en concertation, identifier de futures bénéficiaires du projet.

Plus d'informations à suivre sur ce projet soutenu par le Défap dans le cadre de Hope 360 ; vous saurez alors comment vous impliquer…

RDC : Goma sous la menace du volcan

Le volcan Nyiragongo, l'un des plus actifs d'Afrique, menace Goma et sa région : après une coulée de lave qui est venue jusqu'aux faubourgs de la ville, les autorités redoutent une nouvelle éruption qui pourrait survenir en pleine zone urbaine, voire même sous le lac Kivu, ce qui se traduirait par un dégagement de gaz meurtrier susceptible de provoquer des milliers de morts. Lévi Ngangura Manyanya, l'un des anciens

boursiers du Défap, actuellement président de l'ECC/Sud-Kivu, témoigne ; Robert Bahizire Byamungu, de l'Université Libre des Pays des Grands Lacs, établissement de Goma avec lequel le Défap est en lien, a filmé pour sa part les effets de l'éruption.



Vue de la coulée de lave du Nyiragongo © Robert Bahizire Byamungu pour Défap

À Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), le Nyiragongo ne se fait jamais oublier : ce volcan, considéré comme l'un des plus actifs et des plus dangereux de tout le continent, présente la particularité d'entretenir un lac de lave de manière quasi-permanente. Une lave qui peut parfois déborder et se répandre sur ses flancs, sous la forme de coulées qui sont parmi les plus rapides au monde. Ces éruptions sont une menace d'autant plus grande pour la population vivant au voisinage du Nyiragongo qu'elles peuvent survenir sans signes avant-coureurs. En janvier 2002, l'une d'elles avait fait une centaine de morts.

Au cours de la semaine écoulée, le Nyiragongo s'est réveillé une nouvelle fois, provoquant des mouvements de panique dans

Goma et la fuite de milliers de personnes, notamment vers le Rwanda voisin. Une vaste coulée de lave est descendue vers la ville, menaçant un temps l'aéroport ; elle s'est finalement arrêtée dans les faubourgs, où elle a détruit de nombreuses habitations, faisant un grand nombre de sans-abris. Elle a été directement à l'origine de la mort de deux personnes, mais indirectement de beaucoup plus, victimes d'accidents provoqués lors de la fuite loin de la ville. Depuis, des secousses sismiques sporadiques et des failles apparues dans le sol de Goma alimentent les inquiétudes d'une reprise de l'éruption, qui pourrait être cette fois meurtrière. À tel point que les autorités ont ordonné jeudi matin l'évacuation d'une partie de la ville, provoquant un nouvel exode de dizaines de milliers de personnes.

Une poche de magma sous le lac Kivu

«Les données actuelles de la sismicité et de la déformation du sol indiquent la présence de magma sous la zone urbaine de Goma, avec une extension sous le lac Kivu», a déclaré le général Constant Ndima, gouverneur militaire de la province du Nord-Kivu, dans une adresse à la population sur les médias locaux. «On ne peut actuellement pas exclure une éruption à terre ou sous le lac qui pourrait advenir sous très peu voire sans aucun signe précurseur». Cette dernière éventualité serait la plus catastrophique : car l'activité permanente du Nyiragongo se traduit par des émissions régulières de gaz. Or certains de ces gaz sont rejetés dans les couches profondes du lac Kivu, voisin du volcan, et y restent piégées. Ils s'y accumulent au fil des années, dans un équilibre de plus en plus instable ; un équilibre qui peut tout à fait être rompu en cas d'arrivée de lave dans le lac. Une telle rupture se traduirait alors par la brusque remontée à la surface de vastes quantités de gaz – notamment du gaz carbonique, qui, étant plus lourd que l'air, s'écoulerait autour du lac, asphyxiant toute vie sur son passage. C'est ce qui s'était produit en août 1986 lors de la catastrophe du lac Nyos, dans

le nord-ouest du Cameroun, lorsqu'un telle «éruption limnique» avait provoqué la mort de 1746 personnes. Dans le voisinage du Nyiragongo, le laboratoire de volcanologie de Goma estime qu'un tel événement pourrait faire des milliers de morts.

Lévi Ngangura Manyanya, l'un des anciens boursiers du Défap, qui préside actuellement la division provinciale de l'Église du Christ au Congo, témoigne de ce qui se vit dans la région. «Les paroisses de Goma, notre université ULPGL, n'ont pas été touchées mais des menaces demeurent», souligne-t-il, en évoquant de réguliers «tremblements de terre à Goma et, des fois, à Bukavu». Si les infrastructures aéroportuaires ont été épargnées par la première coulée de lave, «l'aéroport de Goma et de Bukavu sont fermés jusqu'à nouvel ordre. À Bukavu, les déplacés de Goma viennent en masse… Les paroisses protestantes s'activent à accueillir certains d'entre eux, mais dans quelles conditions !» Alors que la fuite des habitants de Goma a repris, et que des embouteillages monstres étaient signalés jeudi matin, la situation des populations déplacées par suite de conflits apparaît d'autant plus précaire. Lévi Ngangura Manyanya souligne ainsi la présence, «de l'autre côté de la province, des déplacés des guerres des Hauts-plateaux (Minembwe et ses environs)» pendant que ceux qui ont fui «les conflits de Kalehe sont dans la partie Nord, Sud ou Ouest de la ville de Bukavu (dans la plaine de Ruzizi, Nyangezi, Kalehe). Notre Église avait déjà lancé la récolte des biens, vivres et non vivres, en signe de solidarité et de compassion avec ces déplacés de guerre.»

Robert Bahizire Byamungu, ancien boursier du Défap, est également présent dans la région : il fait partie de l'ULPGL, l'Université Libre des Pays des Grands Lacs, installée à Goma. L'ULPGL est une des cinq universités protestantes en RDC, toutes membres du RUPA (le Réseau des Universités Protestantes d'Afrique), garant d'un bon niveau académique, avec lesquelles le Défap est en lien, et qui compte près de 400 étudiants en théologie. Au cours des derniers jours, Robert Bahizire

Byamungu a filmé la première coulée de lave du Nyiragongo et ses dégâts sur les quartiers périphériques de Goma, et il témoigne en images de l'angoisse dans laquelle vit depuis toute la population.

Retrouvez ci-dessous les images prises par Robert Bahizire Byamungu :

Le Défap en République Démocratique du Congo :
Le Défap travaille en lien avec les universités protestantes suivantes:
*– **L'Université Protestante au Congo – UPC** (à Kinshasa);*
*– **L'Université Libre des Pays des Grands Lacs – ULPGL** (à Goma et à Bukavu);*
*– **L'Université Évangélique en Afrique – UEA** (à Bukavu);*
*– **L'Université Presbytérienne du Congo – UPRECO** (à Kananga).*
Toutes ces universités comportent une faculté de théologie.
*Le Défap échange avec les facultés de théologie partenaires en RDC notamment par **l'envoi de professeurs** et **l'accueil de boursiers**.*

Beyrouth : «Une Église SDF qui survit grâce à l'hospitalité de ceux qui l'accueillent»

De retour du Liban, après plusieurs séjours au sein de la communauté protestante francophone de Beyrouth et 12 mois de présence dans le pays du Cèdre, le pasteur Gérard Riess témoigne de la vitalité d'une communauté qui vit et s'engage, malgré les difficultés et l'absence de lieu de culte.



Vue d'un culte de l'EPFB © Gérard Riess

Une crise interminable. Au Liban, les trois chocs successifs qui ont été constitués par la crise du secteur bancaire, la crise sanitaire liées au Covid-19, et enfin l'explosion survenue dans le port de Beyrouth, ont plongé l'activité du pays dans une quasi-paralysie durable, et la population dans

une pauvreté et une détresse grandissantes. Une situation insupportable pour tous, et qui frappe en particulier les plus fragiles, que la Banque mondiale a récemment détaillée en chiffres : plus de 75% de la population vit aujourd'hui en-dessous du seuil de pauvreté, soit avec moins de 6 dollars par jour. Le taux d'inflation aurait même atteint 155% au cours de l'année 2020, les prix de certains produits essentiels mais non subventionnés ayant même atteint une hausse de 400%, alors que la livre libanaise a perdu plus de 90% de sa valeur depuis octobre 2019.

Parallèlement, des milliers de travailleurs immigrés, frappés de plein fouet par la profonde crise économique, se retrouvent au chômage et incapables de subvenir à leurs besoins, s'est alarmée pour sa part l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Il s'agit principalement de travailleurs étrangers en provenance des Philippines, de l'Éthiopie, du Bangladesh ou encore de certains pays africains ; parmi ces «invisibles» de la société libanaise figurent par exemple de nombreuses femmes de ménage. Une fragilité accrue, dans un contexte de crise généralisée, qui les expose à tous les abus, ainsi que, parfois, au refus pur et simple de leurs employeurs lorsqu'il s'agit de les payer. Près de la moitié souhaiteraient retourner dans leur pays mais ne pourraient payer le prix d'un billet retour. D'autres aussi ne pourraient pas repartir du Liban en raison du système de la «Kafala» qui les prive de leur passeport au profit de leurs employeurs ou des agences d'intérim qui les emploient.

Le Liban, «un bel oiseau à qui on a coupé les ailes»

Le Liban reste un pays meurtri, à l'image de sa capitale, Beyrouth, où les ruines des explosions du 4 août sont encore partout présentes. La silhouette éventrée du silo à grains du port, émergeant de ce qui ressemble à un champ de bataille, en reste le symbole repris par des photos publiées dans toute la presse internationale. «Le Liban est réellement un pays cassé», témoigne ainsi le pasteur Gérard Riess dans une de ses

dernières lettres. «Il ressemble à un bel oiseau à qui non seulement on a coupé les ailes l'empêchant de voler, mais jour après jour on lui enlève les plumes qui restent, au point d'en faire un mort-vivant. Les Libanais sont tous résignés et à bout de nerf face à une situation socio-économique chaotique et désespérante. Paradoxalement chaque fois que la communauté se rassemble, un souffle frais d'amitié, de joie, de prière, de chants, de danses vient mobiliser des énergies insoupçonnées, qui font des merveilles.»



Vue d'un culte de l'EPFB © Gérard Riess

Le pasteur Gérard Riess vient d'effectuer, avec son épouse Barbara, plusieurs séjours au sein de l'EPFB, l'Église protestante française de Beyrouth, où il a assuré le rôle de pasteur intérimaire bénévole. Il y avait pris la suite du pasteur Pierre Lacoste, envoyé par le Défap en vertu d'un accord entre cinq partenaires unis pour encourager et soutenir le témoignage protestant français au Levant : la Ceefe (Commission des Églises protestantes d'expression française à l'extérieur), la FPF, l'ACO (Action chrétienne en Orient), le Défap, en lien avec l'APFB (Association Protestante Française de Beyrouth). Ce qu'il a vécu au sein de cette Église apparaît d'autant plus remarquable que la petite communauté francophone de l'EPFB compte beaucoup de ces «pauvres parmi les pauvres»

que sont ces employées de maison venues travailler au Liban dans l'espoir d'une vie meilleure, et qui se retrouvent soumises à un quasi-esclavage. Si la plupart d'entre elles viennent d'Éthiopie, des Philippines ou du Bangladesh, certaines de ces jeunes femmes, venues notamment de Madagascar, sont francophones et protestantes : elles sont 5000 environ parmi les 250.000 travailleuses domestiques présentes au Liban. Ce sont certaines de ces jeunes femmes que l'on retrouve désormais aux cultes de l'EPFB, aux côtés de la communauté francophone protestante de Beyrouth ou de paroissiens d'autres origines – et l'Église se mobilise régulièrement pour elles. Avec des moyens des plus limités : car aujourd'hui encore, l'EPFB reste privée de temple. Un projet immobilier qui aurait dû voir le jour il y a déjà plusieurs années, et bloqué par d'interminables démarches administratives, a contraint l'Église de Beyrouth à chercher refuge au sein des murs du Collège Protestant. Elle s'est même retrouvée privée de lieu de réunion régulier, pour cause de durcissement des mesures sanitaires dues au Covid-19, allant jusqu'à devoir se réunir dans l'enceinte d'un cimetière. Mais elle poursuit ses activités et son témoignage.

«Des sans-droits qui retrouvent leur dignité humaine en Dieu»

De retour en France en ce mois de mai, le pasteur Riess témoigne, avec son épouse Barbara, de ce qu'il a vu et vécu au sein de l'Église protestante française de Beyrouth : «C'est avec beaucoup de reconnaissance que nous relisons un parcours, marqué par de multiples rencontres, découvertes, faites de contrastes et paradoxes s'inscrivant dans le paysage singulier du Proche Orient si surprenant, si insaisissable… Pour n'en citer que quelques-uns, voici ce qui nous revient en mémoire : immersion dans une région dangereuse, offerte comme une chance pour une expérience humaine et spirituelle d'une densité exceptionnelle… Découverte d'un pays qui vit actuellement une descente aux enfers mais où résonne la louange à Dieu… Accompagnement d'une Église SDF qui survit grâce à

l’hospitalité de ceux qui l’accueillent avec bienveillance… Proximité avec des sans-droits qui retrouvent leur dignité humaine en Dieu… Vécu communautaire avec des personnes de nationalités et de langues différentes rassemblées dans un élan de foi vivifiant (12 pays différents représentés lors d’une journée de rencontre). Ou encore : lorsque des personnes démunies, vivant au jour le jour, aident les défavorisés à rester debout ; lorsqu’une communauté de foi s’installe dans un cimetière pour renaître à l’espérance ; lorsque la prière à Jésus se mélange à la psalmodie musulmane ; lorsqu’un temps de confinement ouvre à la possibilité d’être accueilli à «la table de Jésus» ; lorsqu’une expérience de foi sur une «Terre du Christ» est synonyme d’immersion parmi les chrétiens d’Orient…»

Voir en plein écran

Volontariat et solidarité internationale

Dans son travail au quotidien, le Défap n’agit pas seul, mais au sein d’un réseau. Plusieurs réseaux même, dont chacun correspond à un ou plusieurs des domaines d’intervention du Défap. C’est ainsi que l’activité d’envoi de volontaires le met naturellement en lien avec diverses organisations qui partagent les mêmes convictions concernant le rôle du volontariat dans le domaine de la solidarité internationale – et partagent aussi les mêmes questionnements. Illustration avec cette émission de Fréquence Protestante, au cours de

laquelle Laura Casorio, responsable des envoyés du Défap, a invité des partenaires.



Photo de groupe des envoyés du Défap lors de la session de formation de juillet 2019 © Défap

De façon naturelle, le Défap, dans ses activités consistant à mettre en lien des Églises, est amené à travailler avec des partenaires du monde protestant : les Églises elles-mêmes, mais aussi des structures qui leur sont liées (organismes de santé, d'enseignement, de développement) ou qui les fédèrent (Fédération protestante de France, Cevaa, Secaar, etc.) ; ainsi qu'avec des partenaires qui sont un peu des homologues (c'est le cas de DM – Dynamique dans l'échange, anciennement dénommé DM – Échange et mission, qui est en quelque sorte le «Défap suisse»). Ce réseau est une force, car il permet une démultiplication des effets des actions de chacun.

Mais au-delà du monde protestant lui-même, l'activité d'envoi de volontaires met tout aussi naturellement le Défap en

contact avec des réalités et des préoccupations qui concernent de nombreux acteurs de la solidarité internationale – chrétiens ou non chrétiens. C'est ce qu'illustre Laura Casorio, qui au sein du Défap s'occupe de la formation et du suivi des envoyés, à travers cette émission de Fréquence Protestante, diffusée le 28 avril dernier, et au cours de laquelle elle a invité des acteurs comme le CLONG ou la DCC.

Le CLONG-Volontariat est un collectif, créé en 1979, qui rassemble une douzaine d'associations (dont le Défap) concernées par l'envoi de volontaires hors Union européenne. Il était représenté lors de cette émission par Sébastien Radisson, qui assure la coordination du collectif. La DCC (Délégation Catholique pour la Coopération) est le service du volontariat international de l'Église catholique en France ; elle envoie des volontaires de solidarité sur des missions de 3 mois à 2 ans, et elle assure, côté catholique, certains rôles qui sont dévolus au Défap côté protestant. Elle fait partie également du CLONG. Elle était représentée par son délégué général, Guillaume Nicolas.

Volontariat et solidarité internationale, présenté par Laura Casorio

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 28 avril 2021 sur Fréquence Protestante

Le volontariat de solidarité internationale (VSI) est une force à ne pas négliger : chaque année, ce sont ainsi 2000 volontaires qui partent sous statut VSI par le biais d'une trentaine d'associations agréées. Et si l'on y ajoute d'autres statuts que celui de VSI, ce sont 10.000 personnes qui partent à l'étranger pour agir dans le domaine de la solidarité internationale.

Ces diverses organisations partagent souvent des préoccupations et des visions identiques, et sont concernées

par les mêmes questionnements ; d'où l'utilité d'un collectif comme le CLONG, qui constitue une plateforme à travers laquelle elles peuvent partager leurs préoccupations, réfléchir ensemble et coordonner leurs actions. Il n'y a pas que des organisations protestantes ou catholiques au sein de ce collectif : le CLONG-Volontariat réunit toute une diversité d'acteurs, ce qui enrichit les échanges, et fait de cette plateforme un lieu de rencontres entre diverses traditions qui se retrouvent dans une même vision de l'engagement des volontaires au service de la solidarité internationale.

Le CLONG rassemble des acteurs qui envoient des volontaires à l'étranger sous divers statuts, pas seulement en VSI (à travers des organismes comme la fédération Handicap international, ATD Quart Monde, ou d'autres plus modestes comme Envol Vert ou le GREF, le Groupement des retraités éducateurs sans frontières). Plateforme d'échange et de coordination, le CLONG est lui-même en lien avec d'autres collectifs, comme la Coordination SUD, coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale.